

E ENFANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

E ENFANCE

Association reconnue d'utilité publique

30, rue Notre Dame Des Victoires.

75002 Paris

A l'assemblée générale d'E ENFANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association E ENFANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 20 mai 2026



Le Commissaire aux Comptes :
Yves PASCAULT
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
AVENTY Audit

Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	77 524	74 895	2 629	2 629
	Autres immobilisations incorporelles				
ACTIF IMMOBILISE	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	709 390	299 051	410 339	515 367
ACTIF IMMOBILISE	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
ACTIF IMMOBILISE	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	51 912		51 912	51 095
	TOTAL (II)	838 826	373 947	464 879	569 091
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
ACTIF CIRCULANT	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	177 281	8 760	168 522	112 971
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	632 891		632 891	1 021 828
	Charges constatées d'avance	117 961		117 961	126 962
	Valeurs mobilières de placement	15		15	15
ACTIF CIRCULANT	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	2 606 132		2 606 132	1 062 091
	TOTAL (III)	3 534 280	8 760	3 525 520	2 323 867
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	4 373 105	382 706	3 990 399	2 892 958

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes	31/12/2025	31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau		706 862	689 732
Excédent ou déficit de l'exercice		4 992	17 130
Total des fonds propres (situation nette)		711 854	706 862
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		401 961	504 001
Provisions réglementées			
Total des autres fonds propres		401 961	504 001
Total des fonds propres		1 113 815	1 210 863
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		380 000	
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		376 933	72 500
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
Total des fonds reportés et dédiés		756 933	72 500
Provisions			
Provisions pour risques		21 000	63 433
Provisions pour charges			
Total des provisions		21 000	63 433
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (2)			
Instruments financiers à terme			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		321 580	223 123
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		262 857	182 881
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		58 753	911
Produits constatés d'avance		1 455 461	1 139 246
Total des dettes (1)		2 098 651	1 546 162
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif			
TOTAL PASSIF		3 990 399	2 892 958
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		2 098 651	1 546 162
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	31 235	19 185
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	20 500	
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	6 539	480 219
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	3 179 778	1 694 402
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	145 506	128 896
	Mécénats	1 239 734	1 114 323
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	49 010	186
	Utilisations des fonds dédiés	72 500	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	451 286	14 740
	Total des produits d'exploitation	5 196 087	3 451 951
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	63 036	76 394
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 282 798	977 568
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	203 248	142 453
	Salaires	2 004 476	1 495 717
	Cotisations sociales	779 459	576 541
	Dotation aux amortissements et dépréciations	113 788	132 896
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	756 933	72 500
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	998	2 215
	Total des charges d'exploitation	5 204 736	3 476 282
RESULTAT D'EXPLOITATION		(8 648)	(24 331)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(8 648)	(24 331)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	17 948	1 121
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		17 948	1 121
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		17 948	1 121
RESULTAT COURANT avant impôts		9 300	(23 210)
	Produits exceptionnels		104 278
	Charges exceptionnelles		63 669
RESULTAT EXCEPTIONNEL			40 609
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		4 308	269
TOTAL DES PRODUITS		5 214 036	3 557 350
TOTAL DES CHARGES		5 209 044	3 540 220
EXCEDENT ou DEFICIT		4 992	17 130
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		20 500	
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL		20 500	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		20 500	
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		20 500	

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'association E-Enfance a pour objet social la prévention chez les mineurs sur les dangers liés à Internet.

A cet effet elle intervient en se déplaçant dans les établissements scolaires, très majoritairement auprès d'élèves de l'école élémentaire au lycée.

L'association met aussi à la disposition du public un numéro court, le 3018, qui permet de se mettre en relation avec du personnel qualifié pour toute question relative aux dangers d'Internet. Elle travaille également à diffuser auprès du grand public des messages de prévention quant aux dangers d'Internet.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions réglementaires relatives aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 990 399** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 214 036** euros et un total **charges** de **5 209 044** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **4 992** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

**Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes**

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	77 524					77 524
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	77 524					77 524
CORPORELLES	Terrains		Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	603 747					603 747
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	105 643		26 435	26 435	105 643	
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		709 390		26 435	26 435	709 390	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	51 095		817			51 912
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	51 095		817			51 912
TOTAL		838 009		27 251	26 435	838 826	

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	74 895			74 895
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	74 895			74 895
CORPORELLES	Terrains		Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes		
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	132 201	70 381		202 581
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	61 822	34 648		96 470
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	194 023	105 028		299 051
TOTAL		268 918	105 028		373 947

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	51 912		51 912
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	177 281	177 281	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	334 391	334 391	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	298 500	298 500	
	Charges constatées d'avance	117 961	117 961	
	TOTAL DES CREANCES	980 045	928 133	51 912
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	321 580	321 580		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	58 010	58 010		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	169 039	169 039		
	Impôts sur les bénéfices	4 308	4 308		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	31 499	31 499		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	58 753	58 753		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 455 461	1 455 461		
	TOTAL DES DETTES	2 098 651	2 098 651		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			117 961
Assurances	01/01/2026 30/06/2026	2 380	
Abonnements	01/01/2026 31/12/2026	45 297	
Loyer	01/01/2026 31/03/2026	70 285	
Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			117 961

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			1 455 461
Subventions 2026		1 455 461	
Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			1 455 461

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves					
Autres réserves					
Report à nouveau	689 732	17 130			706 862
Excédent ou déficit de l'exercice	17 130	(17 130)	4 992		4 992
Situation nette	706 862		4 992		711 854
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	504 001			102 040	401 961
Provisions réglementées					
TOTAL	1 210 863		4 992	102 040	1 113 815

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation		380 000				380 000	
Projet developpement 3018							
Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes							
Contributions financières d'autres org.	72 500	106 933 270 000	72 500			106 933 270 000	
Projet autres actions de prévention en mi Projet action de prévention primaires							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	72 500	756 933	72 500			756 933	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Tableau des produits issus de subventions publiques :

Subventions d'exploitation	
Subventions publiques	2 509 895 €
<i>Dont Ministère de l'éducation nationale</i>	2 000 000 €
<i>Dont Préfecture de Seine Saint Denis</i>	97 886 €
<i>Dont DGCS</i>	60 000 €
<i>Dont Conseil Régional IDF</i>	58 000 €
<i>Dont CIPDR</i>	95 890 €
<i>Dont Ministère des sports</i>	100 000 €
<i>Dont DILCRAH</i>	35 000 €
<i>Dont Ministère de l'agriculture</i>	18 062 €
<i>Dont Ville Paris</i>	30 000 €
<i>Dont Région AURA</i>	11 854 €
<i>Dont DGGN</i>	3 203 €
Subventions publiques européennes	194 363 €
Subventions services civiques	11 580 €

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Effectif :

L'effectif moyen sur l'année Equivalent Temps Plein est de 46 salariés
L'association a également recours à des volontaires Service Civique.

Rémunérations allouées aux dirigeants :

Les rémunérations allouées aux trois plus haut dirigeants et salariés (art loi n°2006-586 du 23 mai 2006) représentent un montant de 328 507 euros.

Rémunération des commissaires aux comptes :

Honoraires des commissaires aux comptes de l'exercice : 10 800 Euros.

Contribution volontaires :

Les contributions volontaires en nature sont des éléments non essentiels à la compréhension de l'activité de l'association. A titre d'exemple, l'association a eu recours durant l'exercice à des bénévoles de courte durée.

Les autres informations prévues par la loi ne présentent pas, au cas présent, de caractère significatif.